

Le jeu politique en Guinée : Syndicats et partis politiques à l'heure de la transition démocratique

DEDIEU Claire et CAMARA Fodé

14/12/2012

En 2008, la République de Guinée fêtait le 50^{ème} anniversaire de son indépendance. En dépit de ses énormes potentialités en ressources minières et du sous-sol, la Guinée fait partie des pays les moins avancés de la planète. L'indice de pauvreté en Guinée était de 48 % en 2002, il s'est hissé à 54 % en 2005, avant de légèrement fléchir à 53%, c'est-à-dire qu'il y a plus d'un habitant sur deux qui vit très largement sous le seuil de pauvreté. En effet, la Guinée est passée d'une croissance annuelle moyenne de 4,5 % dans la deuxième moitié des années 90, à 2,7 % sur la période de 2000 à 2006. En outre, l'inflation a franchi un taux record de 39,1 % en fin 2006¹. C'est subséquemment qu'on a vu une détérioration désastreuse du pouvoir d'achat des populations Guinéennes. Les réserves de change de la Banque Centrale se sont effondrées, ce qui a provoqué une dépréciation du franc Guinéen. Un certain nombre de facteurs viennent expliquer cette détérioration du cadre macro-économique durant ces dernières années. En premier lieu, la détérioration de l'environnement sécuritaire de la sous-région a des effets directs ou indirects sur la Guinée. En effet, les guerres civiles qu'ont connu le Libéria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire dans les années 1990, ont vu affluer en Guinée plus de 3 millions de réfugiés selon des sources policières². Seulement, trois millions de réfugiés c'est plus d'1/3 de la population Guinéenne totale, sans oublier les risques sécuritaires que cela pouvait engendrer. En second lieu, le poids de la dette extérieure dont l'encours représentait en 2007 près de 100 % du PIB nominal. Cela veut tout simplement dire, que le pays est inapte à rembourser sa dette s'il veut nourrir ses populations. Ce qui n'arrange guère ses relations diplomatiques³, d'où la baisse drastique des appuis budgétaires des partenaires au développement⁴. Enfin, les problèmes de gouvernance, l'inertie du pouvoir en place, la corruption et les détournements de fonds posent de graves problèmes à ce système déjà très fragile.

Dans cette situation, les crises sociales de 2007 et 2008 étaient inévitables. Les populations dans le désespoir sont sorties dans les rues manifester leur colère. Leur détermination était telle, que quelque chose changea radicalement dans le fonctionnement du système politique. Malgré une centaine de morts, les populations n'ont pas lâché prise, soutenues par l'intersyndical qui s'est érigé au rang de « sauveur du peuple ». Le changement, c'est ce qu'exigeait l'intersyndical, et il l'a obtenu par la mise en place d'un gouvernement de consensus. De toute évidence, le peuple de Guinée venait de faire son entrée dans une politique de civilisation, qui est, selon Edgar MORIN, une

¹ <http://www.srp-guinee.org/pauvrete.htm> , consulté le 01 décembre 2012 à 9h24.

² Entretien en 2008 avec Yaya CAMARA, Contrôleur général de police, ancien directeur de la police de l'air et des frontières en Guinée

³ A ce sujet, voir la notion de LICUS, low income country under stress.

⁴ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/ComprendreContextePIB?codePays=GIN&annee=2004>, consulté en mars 2008.

reconnaissance nécessaire qui rétablirait l'être humain comme moyen, fin, objet et sujet de la politique⁵.

Depuis 2010, la Guinée s'est dotée d'une nouvelle Constitution et d'un nouveau Président. Le paysage politique a évolué. En nous basant sur nos travaux précédents sur le rôle des syndicats pendant les crises de 2007 à 2008, nous tenterons d'analyser la position actuelle des syndicats dans l'espace politique guinéen en nous intéressant au répertoire d'action collective passé et actuel dans lequel ils ont puisé et puisent aujourd'hui leurs modes d'action. C'est donc dans une perspective de comparaison diachronique que s'inscrit notre étude. Nous poursuivrons alors nos travaux antérieurs au regard de la conjoncture actuelle en nous appuyant sur une enquête de terrain à Conakry pendant laquelle nous irons à la rencontre des acteurs syndicaux et des partis politiques grâce à des entretiens semi-directifs et nous puiserons dans la sociologie des partis politiques, des mouvements sociaux ainsi que dans la transitologie pour tenter de répondre à un certain nombre de questionnements : La transition démocratique en marche depuis la mise en place d'un premier ministre chef du gouvernement et l'élection d'Alpha Condé a-t-elle permise aux partis politiques de remplir finalement leur rôle ? Ou bien les syndicats jouent-ils, au contraire, un rôle encore déterminant dans le jeu politique national ? Il y a-t-il une spécificité africaine, du moins Guinéenne, faisant des syndicats l'acteur principal de l'opposition politique et des partis politiques de simples opposants de façades singeant avec difficulté les partis occidentaux ? Si tel est le cas, qu'en est-il de la légitimité et de la représentativité de ces acteurs par rapports aux partis politiques ? On peut donc légitimement s'interroger sur l'avenir de ces deux acteurs en Guinée. Dans quelle mesure peuvent-ils profiter du changement institutionnel en temps long ?

Pour répondre à ces questions, nous tenterons de dresser dans un premier temps l'évolution des mouvements sociaux et des mobilisations politiques dans la transitologie Guinéenne en essayant de donner les caractères spécifiques de ces évolutions en temps de changement institutionnel. Dans cette partie nous reviendrons largement sur l'histoire des partis politiques et des syndicats en Guinée. En second lieu, il s'agira présenter les résultats et analyses de nos enquêtes de 2008 dans l'émergence et l'installation des syndicats comme acteurs du jeu politique en Guinée. Ce sera l'occasion de montrer comment ces deux acteurs se positionnent dans l'échiquier politique Guinéens dans les différentes phases de l'évolution de la crise. Enfin, une réactualisation des enquêtes de 2008, dans le but de revoir le positionnement de l'acteur syndicat et de l'acteur parti politique en contexte post-crise de 2013.

⁵ MORIN Edgar, NAIR Sami, *Une politique de civilisation*, Arléa, Paris, 1997, p. 250.

L'objectif de cette recherche est de montrer comment la combinaison de différents facteurs, internes (crise politique, régime présidentiel) ou externes (conjoncture économique mondiale ou instabilité régionale), peut changer le fonctionnement du système politique.

Les limites de cette étude se situent au niveau des enquêtes de terrain, en effet, les personnes interrogées en 2008 et en 2012 ne sont pas toutes les mêmes en raison du caractère fluctuant des institutions en Guinée. Par ailleurs, les enquêtes de 2008 recoupaient plusieurs types d'outils notamment un questionnaire. En 2012, le temps mais aussi la conjoncture ne nous ont pas permis d'exploiter certains outils, nous nous sommes limités à une analyse de presse et des entretiens semi-directifs. Cette limite peut aussi être un avantage car les résultats des questionnaires de 2008 n'ont pas apporté d'éléments nouveaux et significativement bouleversants par rapport aux entretiens semi-directifs et à l'analyse de presse.

I) Mouvements sociaux et mobilisations politiques dans la transitologie Guinéenne

A) Les dynamiques de changements institutionnels issues des indépendances

- La question du changement institutionnel en contexte décolonisation (les changements en temps court, les changements institutionnels en temps long, les changements institutionnels en temps indéfini)

-Dynamiques de changements institutionnels impulsées par des leaders politiques

-Importation des modèles comme opérationnalisation de ces changements institutionnels

-Quelques dates majeures comme fondement des changements institutionnels (novembre 1970, Le 27 Août 1977).

B) L'apparition des mouvements sociaux et des mobilisations politiques

- Le mouvement social est compris comme "une entreprise collective visant à établir un nouvel ordre de vie" mouvement sociale joue un rôle central dans la société industrielle.
- La majorité de ces mouvements sociaux avait un caractère intrinsèquement politique, ce qui en faisait des mobilisations politiques.
- Ces mouvements en Guinée s'appuient à l'origine sur « des associations formées par des salariés pour assurer la défense de leurs intérêts communs ».

C) Les syndicats et partis politiques à l'heure de la transition en Guinée

- Considérés comme des associations privées représentant des groupes d'individus ou d'institutions dans du but de défendre ses intérêts (syndicat ouvrier et patronaux, syndicat des intérêts locaux)
- Les partis politiques sont des groupes sociaux ayant pour vocation la conquête et l'usage du pouvoir d'Etat, conformément à leur objectif sociopolitique, à leur vision du modèle de société prônée et leur programme de développement à réaliser dans le pays
- Après les indépendances les jeunes Etats africains confrontés au défi du développement, expérimente plusieurs modèles d'organisation du pouvoir politique, la plupart de ces modèles étaient importés, c'est ainsi qu'ils naviguent entre le multipartisme et le monopartisme.
- En république de Guinée, le régime de parti unique va incarner pendant 26 ans (2 octobre 1958-26 mars 1984), par la présence active du parti démocratique de Guinée (P.D.G-R.D.A baptisé chemin faisant « parti-Etat »).

II) Emergence et installation des syndicats comme acteurs « majeurs » du jeu politique.

A) Le discours « clivé » et l'ethnocentrisme comme fondement de l'illégitimité des partis politiques en contexte de crise.

- « les partis politiques sont accusés à tort ou à raison de partis à dominances ethniques et les partis politiques ne jouent pas vraiment le rôle d'opposition. Les partis politiques ont perdu une certaine crédibilité à cause de cette division, division qui dérisoire passe à la situation dramatique du pays » (extrait d'entretien).

- les personnes interrogées ne croient pas en la capacité des partis politiques à résoudre un leurs problème ni même en leur capacité d'action ou de pression sur le gouvernement.

-forte interpénétration culturelle entre les différentes ethnies.

- perte le monopole du discours politique, car discours trop clivé et non représentatif de l'intérêt général.

B) Les partis politiques, un an après : Tentative de reconquête en raison du bilan mitigé du nouveau gouvernement.

- Phase de rééquilibrage et stratégies de repositionnement des partis politiques. « Tous les coups sont permis ».

- Depuis un an les syndicats sont au centre de toutes les décisions politiques en Guinée. Souvent consultés pour tous les sujets sensibles, les syndicats sont au centre des débats publics.

- Le bilan de l'année écoulée met les syndicats en position fragile. Depuis plus d'un an que le nouveau gouvernement est en place, les choses n'ont pas beaucoup bougées en Guinée.

III) 4 ans après : où sont passés les syndicats ?

A) Les syndicats, persistance et aggravation des divisions internes

- Contrôle politique du gouvernement, « diviser pour régner »
- Promotion des leaders traditionnels, une stratégie qui éclate et affaiblit les syndicats.
- Compétition politique entre les différentes centrales

B) Les partis politiques, le retour « éclopé » aux fonctions tribunitiennes

- Comment maintenir efficacement la pression sur le gouvernement sans élections législatives ? la question que l'on se pose si l'on tient compte de la dernière constitution de 2010. En effet, pas de contrôle de l'action gouvernementale (art 72)
- Détournement du pouvoir législatif au profit du CNT dirigé par des leaders syndicaux.
- Un régime plus présidentiel qu'avant 2007 ? pas de contrôle parlementaire de l'action gouvernementale (Art 73 sur la loi de finance, Art 75 vote du budget, Art 88 sur la responsabilité des membres du gouvernement devant l'assemblée, Art 92 en cas de désaccord entre le président et l'assemblée nationale).

C) Les syndicats, acteurs fragiles mais privilégiés du jeu politique pour les questions sensibles.

- « Makalé Traoré, présidente de la coalition des femmes filles de Guinée pour le dialogue et la consolidation de la paix en compagnie de certaines des membres de la coalition ont rencontré les principales centrales syndicales du pays (...) 70 ONG féminines autour du réseau des femmes africaines, Ministres et parlementaires de Guinée ont fait une déclaration commune ». (Une tribune plus crédible pour des questions d'intérêt général).

-la question des salaires des fonctionnaires au centre du débat politique.

-les syndicats acteurs privilégiés et exigeants du jeu politique.

Bibliographie indicative

ANDOLFATTO (D.), LABBE (D.), *Sociologie des syndicats*, Repères, la Découverte, Paris, 2011

AKE (C.), *Democracy and Development in Africa*. Washington, D.C., Brookings Institutions, 1996

BANEGAS (R.), « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits*, n°12, hiver 1993, p. 105-140

BAYART (J.-F.), «La revanche des sociétés africaines”, dans *Politique Africaine*, quel numéro ?

BEN SAÏD (M.), *La Guinée en marche. Mémoires inédits d'un changement. Volume 1 : départ tant attendu, Ecrire l'Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2008 et *Volume 2 : un pas en avant, un pas en arrière*, 2009

BEETHAM D., « Problems of Democratic Consolidation », pp. 61-73 in Gifford P. (ed.), *The Christian Churches and the Democratisation of Africa*. Leiden, New York & Cologne, E.J. Brill, 1995: le multipartisme n'est pas synonyme de démocratie, définition de la démocratie.

BOURMAUD (D.), *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997.

BUIJTENHUIS (R.), THIRIOT (C.), *Démocratisation en Afrique au sud du Sahara, 1992-1995 : un bilan de la littérature*, Leiden, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 1995.

CARBONE (G.M.), « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains : entre modèles et recherches empiriques », dans *Politique Africaine*, n°104, Karthala, décembre 2006

CROZIER (M.), FRIEDBERG (E.), *L'acteur et le système*, Points, Essais, 1977.

DELAMOU (A.), *Les 32 jours de grève générale en Guinée : le film des évènements*, Ecrire l'Afrique, L'Harmattan, 2007

DIOP (E.H.O.), *Partis politiques et processus de transition démocratique en Afrique noire : recherches sur les enjeux juridiques et sociologiques du multipartisme dans quelques pays de l'espace francophone*, Editions Publibook, Paris, 2006.

DOBRY (M.), *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multi-sectorielles*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2009

DUVERGER (M.), *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951

ENGELER (M.), « Guinea in 2008 : the unfinished Revolution », dans *Politique Africaine*, n° 112, décembre 2008.

FILLIEULE (O.), AGRIKOLIANSKY , *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Recherches, La Découverte, 2010

FERREOL (G.) et al, *Dictionnaire de sociologie*, Armand Colin, 2e Ed., col. cursus, Paris, 1995

FONTENEAU (G.), *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Karthala, Paris, 2004

GAZIBO (M.), « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », dans *Politique Africaine*, n°104, Karthala, décembre 2006

GRAWITZ (M.), *Lexique des sciences sociales*, DALLOZ, 7e Ed., Paris, 2000

HUNTINGTON (S.P.), *Political Order in Changing Societies*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1968.

KELLER (E.J.), "Structure, Agency and Political Liberalisation in Africa". *African Journal of Political Science*, 1 (2), pp. 202-216, 1996

La PALOMBARA (J.), M. WEINER (M.), « Political Parties and Political Development », 1966 dans OFFERLE (M.), *Les partis politiques*, Que sais-je, Puf,

LISPSET (S.M.), "Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy", in *American Political Science Review*, n°53, p. 69-105.1995.

MAKINDA (S.M.), "Democracy and Multi-Party Politics in Africa". *Journal of Modern African Studies*, 34 (4), pp. 555-573, 1996.

MBAKU (J.M.), KIMENYI (M.S.), "Democratisation in Africa: The Continuing Struggle". *Co-existence (Dordrecht)*, 32 (2), pp. 119-136.

MCGOVERN (M.), "Janvier 2007 – Sékou Touré est mort", dans *Politique Africaine*, n° 107, Octobre 2007.

MEYNAUD (J.), *Fondements idéologiques du mouvement syndical africain*, Fondation nationale des sciences politiques, centre d'études et de recherches internationales, 1962

MICHELS (R.), *Les partis politiques: essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.

MONKOTAN (J.B.K), « Le jeu et les enjeux de la démocratie en Afrique : une approche didactique ». *Afrique 2000*, 23, pp. 17-35

NELSON (D.N.), « Conclusion : In the Pursuit of Democracy and Security », p. 163-173, in NELSON (D.N.) (ed.), *After Authoritarianism: Democracy or Disorder?* Westport, CT, & Londres, Greenwood Press.

NWOKEDI (E.), *Politics of Democratization: Changing Authoritarian Regimes in Sub-Saharan Africa*. Münster & Hamburg, LIT Verlag, 1995.

OSAGHAE (E.E.), « The Study of Political Transitions in Africa". *Review of African Political Economy*, 22 (64), pp. 183-197, 1995.

OTAYEK (R.), « La problématique « africaine » de la société civile », dans M. GAZIBO, C. THIRIOT (dir.), *Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris, 2009

PAQUET(R.), TREMBLAY (J.F.), GOSELIN(E.), des théories du syndicalisme : synthèse analytique et considérations contemporaines, *Relations Industrielles/ Industrial Relations*, VOL. 59, n°2, 2004, p.295-320.

QUANTIN (P.), « Entre déconnexion et réduction : l'étude des élections et des partis », dans M. GAZIBO, C. THIRIOT (dir.), *Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris, 2009

SALIH (M.A.M.) (ed.), *African Political Parties: Evolution, Institutionalisation and Governance*, Pluto Press, London, 2003.

SARTORI (G.), *Partis et systèmes de partis : un cadre d'analyse*, Edition de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011

SAVANE (A.O.S), *Guinée 1958-2008, L'indépendance et ses conséquences*, L'Harmattan, Paris, 2008.

SEILER (D.-L), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993

TAGUM FOMBENO (H.-J.), *L'action des syndicats professionnels en Afrique noire francophone*, Etudes africaines, L'Harmattan, Paris, 2006

TOURAINÉ (A.), *Sociologie de l'action*,

VAN de WALLE (N.), « Presidentialism and clientelism in Africa's emerging party systems », in P. Quantin (dir.), *Voter en Afrique: Comparaisons et différentiations*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 105-128.

WEBER (M.), *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1963

WISEMAN (J.A), *The New Struggle for Democracy in Africa*. Aldershot, Avebury, 1996.